

Le problème territorial des Kouriles du Sud dans les relations nippono-soviétiques

The Territorial Problem of the Southern Kuriles in the Japanese-Soviet Relations

Pierre Fistié

Volume 13, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701313ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701313ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fistié, P. (1982). Le problème territorial des Kouriles du Sud dans les relations nippono-soviétiques. *Études internationales*, 13(1), 23–51.
<https://doi.org/10.7202/701313ar>

Résumé de l'article

Since 1956 normal diplomatic relations have been re-established between Japan and Soviet Union, but without any peace treaty. That situation is linked to the problem of the Southern Kuriles occupied by USSR since 1945 but claimed by Japan which took possession of these islands at the end of the 18th century - a state of affairs recognized by Russia in 1855. The Yalta conference attributed « the Kuriles » to USSR and the San Francisco Treaty (which Moscow did not sign) stipulated their relinquishment by Japan. The latter has always considered that this text could not apply to the Southern Kuriles. The Hatoyama government however was ready in 1955 to renounce the two main islands, but the same year the formation of the liberal-democrat party was accompanied by a sudden change in the Japanese position. The 1956 *modus vivendi* avoided the territorial question and made possible the development of economic relations between the two countries but the Southern Kuriles problem was revived by Tokyo in the wake of the 1969 agreement on Okinawa. One finds it since at all the turning points of the nippono-soviet relations in spite of the fact that the re-establishment of diplomatic sino-japanese relations in 1972 and the acceptance of the anti-hegemony clause by Tokyo in 1978 make more unlikely than ever a solution in favour of Japan. This one, however, maintains its claim for reasons where the national psychology plays a great part while political and, above all, strategic motives render practically unthinkable that USSR will ever comply. The problem will remain as a thorn in the relations between Tokyo and Moscow.

LE PROBLÈME TERRITORIAL DES KOURILES DU SUD DANS LES RELATIONS NIPPO-SOVIÉTIQUES

Pierre FISTIÉ*

ABSTRACT — *The Territorial Problem of the Southern Kuriles in the Japanese-Soviet Relations*

Since 1956 normal diplomatic relations have been re-established between Japan and Soviet Union, but without any peace treaty. That situation is linked to the problem of the Southern Kuriles occupied by USSR since 1945 but claimed by Japan which took possession of these islands at the end of the 18th century – a state of affairs recognized by Russia in 1855. The Yalta conference attributed « the Kuriles » to USSR and the San Francisco Treaty (which Moscow did not sign) stipulated their relinquishment by Japan. The latter has always considered that this text could not apply to the Southern Kuriles. The Hatoyama government however was ready in 1955 to renounce the two main islands, but the same year the formation of the liberal-democrat party was accompanied by a sudden change in the Japanese position. The 1956 modus vivendi avoided the territorial question and made possible the development of economic relations between the two countries but the Southern Kuriles problem was revived by Tokyo in the wake of the 1969 agreement on Okinawa. One finds it since at all the turning points of the nippon-soviet relations in spite of the fact that the re-establishment of diplomatic sino-japanese relations in 1972 and the acceptance of the anti-hegemony clause by Tokyo in 1978 make more unlikely than ever a solution in favour of Japan. This one, however, maintains its claim for reasons where the national psychology plays a great part while political and, above all, strategic motives render practically unthinkable that USSR will ever comply. The problem will remain as a thorn in the relations between Tokyo and Moscow.

On sait que le Japon et l'Union soviétique, s'ils ont rétabli entre eux depuis 1956 des relations diplomatiques normales, n'ont pas pour autant signé de véritable traité de paix. Cette situation tient essentiellement au problème territorial des Kouriles du Sud (les deux îles de Kunashiri et Etorofu situées à l'extrémité méridionale de la chaîne des Kouriles, l'île voisine de Shikotan et le petit archipel des Habomai), occupées par les Soviétiques en 1945 mais revendiquées par le Japon.

Dans le présent article nous nous proposons, après l'avoir situé dans sa perspective historique lointaine, de replacer le problème des Kouriles du sud dans le contexte des relations nippon-soviétiques depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

* Chargé de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris.

I – LES KOURILES DU SUD AVANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

C'est précisément dans les Kouriles du Sud, alors essentiellement peuplées d'Ainous, qu'ont eu lieu à la fin du XVIII^e siècle, les premiers contacts entre Russes et Japonais. C'est en effet à cette époque relativement tardive que le Japon (encore gouverné par le Shogun) prit possession de Kunashiri et d'Etorofu qui du point de vue du droit international pouvaient être considérées comme une sorte de *res nullius*, un *no man's land* entre la Russie de Catherine II et le Japon des Tokugawa.

L'ensemble des terres peu hospitalières qui bordent la mer d'Okhotsk constituait encore à cette époque une région imparfaitement explorée: ni les Japonais, ni les Européens, n'avaient pu encore déterminer par exemple si Sakhaline (Karafuto pour les nippons) était une île ou une presqu'île rattachée au continent.

Dans les années 1780, les Russes, cependant, étaient déjà établis au Kamchatka et avaient fait quelques apparitions dans les Kouriles, en particulier à Uruppu (la troisième île de l'archipel en partant du sud) où, en 1784, ils avaient érigé des croix en signe de possession. Deux ans plus tard, à Etorofu, l'explorateur japonais Mogami Tokunai (1754-1834) rencontra trois Russes qui, d'après les informations qu'il avait recueillies s'étaient enfui d'Uruppu à la suite d'une querelle avec leurs supérieurs immédiats. Le principal d'entre eux, très bien disposé à l'égard de Mogami, lui remit une lettre d'introduction pour les autorités russes du Kamchatka, mais celui-ci ne pourra s'y rendre, une tempête ne lui permettant pas de dépasser la pointe nord d'Uruppu. De retour à Etorofu il y retrouvera les chefs de l'expédition japonaise dont il faisait partie, Yamagushi Tetsugoro et Aoshima Shunzo, qui contraindront les trois Russes à quitter l'île.¹

Le gouvernement Shogunal n'exerçait à cette époque sur le nord de l'archipel nippon, qu'une influence indirecte, par l'intermédiaire du clan de Matsumae, une localité située sur le détroit de Tsugaru, à l'extrémité méridionale de Ezo (Hokkaido), qui elle-même, cette tête de pont mise à part, n'était pas occupée par les Japonais.

Vers la fin des années 1780 et au début des années 1790 une controverse était en cours au Japon sur la politique à suivre à l'égard de cette région. Pour les penseurs politiques les plus conservateurs, apparemment les plus proches du pouvoir, tels que Nakai Chakuzan (1730-1804), une extrême prudence s'imposait et il ne fallait établir à Ezo que des postes commerciaux de façon à pouvoir se retirer sans perdre la face si les Russes s'emparaient de l'île. Pour les patriotes les plus dynamiques, tournés vers l'avenir, tels Honda Toshiaki (1744-1821), il convenait au contraire de prendre les Russes de vitesse et d'occuper Ezo avant qu'ils ne s'y installent. En 1792 il soumit au Shogun un mémoire dans ce sens, soulignant notamment l'opportunité d'établir une frontière naturelle entre le Japon et la Russie et de mettre en culture Ezo dont les ressources alimentaires pouvaient être précieuses en période de famine². En 1796, apprenant la mort de Catherine II, il présu-

1. Donald KEENE, *The Japanese Discovery of Europe, 1720-1830*. Stanford, Stanford University Press, 1969, pp. 129-131.

2. Donald KEENE, *op.cit.*, p. 119.

que cet événement allait entraîner un affaiblissement au moins temporaire de l'empire russe et qu'il fallait profiter de l'occasion pour pousser plus au nord et s'installer dans les Kouriles, voire au Kamchatka.

Cette politique, plus dynamique que par le passé, semble avoir prévalu jusqu'à un certain point car en 1798 une nouvelle expédition japonaise dirigée par Mogami Tokunai et Kondo Morishige, revint à Etorofu et prit officiellement possession de l'île par l'érection d'un pilier portant l'inscription: « Dai Nihon Etorofu » (Etorofu, Grand Japon) suivie de la liste des noms des cinq membres japonais et des dix membres aïnous de l'expédition.

L'année suivante, en 1799, le gouvernement shogounal amorçait à Hokkaïdo une politique de gouvernement direct avec la désignation d'un fonctionnaire chargé de cette région, qui formulera aussitôt des directives sur la politique à suivre à l'égard des Aïnous. Cette nouvelle ligne de conduite, qui sera confirmée en 1802 par l'établissement d'une magistrature (*bugyō*) à Matsumae, aura pour conséquence l'établissement effectif des Japonais dans les Kouriles du Sud, et notamment à Etorofu.

S'il paraissait décidé à occuper le *no man's land* qui le séparait des Russes, le gouvernement shogunal n'était pas disposé pour autant à établir des relations commerciales avec ceux-ci. En 1804, en effet, il repoussa la requête dans ce sens présentée par l'ambassadeur russe Rezanov venu à Nagasaki à bord de la *Nadezhda*, le navire du capitaine Krusenstern. Dans les années suivantes, de 1806 à 1808, mais sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il y avait un rapport de cause à effet entre les deux événements, deux officiers de marine russes, du nom de Khvostov et Davydov se livreront à des attaques en règle contre les établissements japonais des Kouriles et notamment à Etorofu où le commandant japonais local n'opposera d'ailleurs aucune résistance et donnera à ses hommes l'ordre de se retirer dans les collines de l'intérieur de l'île, à la grande fureur d'un autre futur découvreur japonais des îles du nord, Mamiya Rinzo (1775-1844), alors présent à Etorofu, celui-là même qui en 1808 et 1809 explorera Sakhaline (Karafuto) et établira qu'il s'agit d'une île et non d'une péninsule – ce qui lui vaudra de donner son nom au détroit séparant Sakhaline du continent asiatique (le détroit de Mamiya). La pusillanimité du commandant japonais d'Etorofu aura pour conséquence le remplacement du fonctionnaire shogunal en poste à Matsumae sur qui le gouvernement de Edo fera peser la responsabilité des fautes de son subordonné.

Ces agressions russes seront d'ailleurs sans lendemain et n'empêcheront pas le maintien d'une présence japonaise à Etorofu. En 1811 le capitaine russe Golowin et plusieurs hommes de son équipage qui avaient débarqué sur l'île pour se procurer de l'eau potable et du bois de chauffage, seront faits prisonniers par les Japonais et retenus en captivité à Matsumae jusqu'en 1813. Ils affirmeront aux Japonais non seulement n'avoir jamais été mêlés aux agissements de Khvostov et Davydov mais que ceux-ci avaient agi de leur propre initiative et avaient même été sanctionnés par les autorités russes.

On peut donc affirmer que l'installation initiale des Japonais dans les Kouriles du Sud à la fin du XVIII^e siècle et dans les premières années du XIX^e s'est faite à

une époque où ces îles n'avaient d'autres occupants permanents que des autochtones aïnou, et sans opposition officielle de la part des autorités russes.

Il en avait d'ailleurs été de même de la moitié sud de Sakhaline (Karafuto), une terre dont l'expédition de Matsuda Denyurō et de son adjoint Mamyia Rinzō, en 1808, puis celle de Mamyia seul en 1809, établirent le caractère insulaire. Cette dernière expédition fit en outre apparaître que les Chinois qui avaient reconnu l'île dès le XIII^e siècle, revendiquaient toujours la souveraineté sur la partie nord dont les habitants Aïnou leur versaient un tribut annuel de peaux d'ours qui en ce début du XIX^e siècle n'étaient plus que l'occasion pour les Aïnou d'un fructueux commerce de troc s'opérant sur le continent au poste mandchou de Deren, sur l'Amur. En dépit de l'affaiblissement de la suzeraineté chinoise sur le nord de l'île, les Japonais, à cette époque, se contentèrent de s'installer dans la moitié sud.

La première délimitation officielle entre les possessions russes et japonaises n'intervint qu'en 1855, après l'ouverture du Japon par le Commodore Perry, lorsque fut signé entre les deux gouvernements de St. Petersbourg et de Edo un traité de commerce et de navigation qui reconnaissait notamment que la frontière entre les deux pays passait entre Etorofu et Uruppu.

Vingt ans plus tard, en 1875, un autre traité intervint en vertu duquel le Japon occupa l'ensemble des Kouriles, jusqu'au Kamchatka, en échange de la moitié sud de Sakhaline qu'il cédait à la Russie. Enfin, en 1905, à l'issue de la guerre russo-japonaise, le traité de Portsmouth rendit la moitié sud de Sakhaline au Japon. Parmi les différents « territoires du nord », seul ce dernier peut donc être considéré comme ayant été acquis par la force par les Japonais.

II – LES KOURILES DU SUD DANS LES RÈGLEMENTS DE L'APRÈS-GUERRE : DE YALTA À L'ACCORD DE 1956

C'est le 11 février 1945, lors de la conférence de Yalta où furent définies les conditions de l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon que les Alliés décidèrent (au point 3 de l'accord concernant cette question) que les îles Kouriles seraient remises (*handed over*) à l'Union soviétique, et cela sans distinguer entre celles dont la possession avait été reconnue au Japon dès 1855 et celles qui étaient devenues japonaises en 1875³.

C'était là une concession de taille de la part des États-Unis qui donnaient ainsi à l'URSS une large façade sur le Pacifique. Dans son ouvrage sur la conférence de Yalta, le Secrétaire d'État américain de l'époque, Edward Stettinius, reconnaît qu'à la différence des autres droits et territoires qui leur avaient été attribués à Yalta, les Soviétiques n'auraient peut-être pas pu s'emparer des Kouriles si un accord préalable n'était intervenu sur ce point⁴. Mais il souligne qu'à ce moment les États-Unis n'ayant encore aucune certitude quant à la possibilité de faire exploser la

3. Le texte de l'accord figure en appendice dans Herbert FEIS, *Contest over Japan*. New York, W.W. Norton, 1967, pp. 157-158.

4. Edward R. STETTINIUS – *Roosevelt and the Russians*, the Yalta Conference. London, Jonathan Cape, 1950, pp. 268-269.

bombe A, les conseillers militaires de Roosevelt lui avaient laissé entendre que sans le concours de l'URSS la défaite du Japon pouvait n'intervenir qu'en 1947 et coûter un million d'hommes aux États-Unis⁵. L'octroi des Kouriles à l'URSS était donc un élément essentiel du prix à payer pour obtenir son entrée en guerre contre le Japon.

Bien que le texte de l'accord de Yalta concernant le Japon eût précisé que « les chefs des trois grandes puissances ont convenu que ces revendications de l'Union soviétique seront satisfaites sans discussions (*unquestionably fulfilled*) après que le Japon aura été battu », il n'est pas certain que le Département d'État américain ait estimé dans les mois suivants que cet engagement, en ce qui concerne les Kouriles, avait valeur contraignante. Dans ses lettres du 12 mai aux Départements de la Guerre et de la Marine il suggère en effet qu'avant de donner une « approbation finale » à l'annexion des Kouriles par l'URSS il serait souhaitable d'obtenir de celle-ci une promesse d'accorder en cas d'urgence un droit d'atterrissage aux avions commerciaux américains sur certaines de ces îles (ce qui en dit long sur le fait qu'à Washington on n'avait pas de doutes sur l'usage stratégique que l'URSS pouvait faire des Kouriles). C'est le général Marshall, chef d'état-major de l'armée, qui inspira la réponse du Département de la Guerre, laquelle remarquait que l'URSS était de toute façon en mesure de s'emparer de ce qui lui avait été promis à Yalta « sauf peut-être des Kouriles » mais déconseillait cependant que les États-Unis occupent ces îles⁶.

Deux mois plus tard, au moment de la conférence de Potsdam, la situation était radicalement différente. Le 16 juillet 1945, c'est à dire la veille de l'ouverture de la conférence, la première bombe A avait explosé à Alamogordo et les alliés occidentaux savaient qu'ils pouvaient venir à bout du Japon sans l'aide de l'URSS. La « Proclamation de Potsdam » du 26 juillet 1945 définissant les conditions de la capitulation du Japon (proclamation émanant des chefs de gouvernement des États-Unis, du Royaume Uni et de la Chine et à laquelle l'URSS n'était pas partie) était muette en ce qui concerne les Kouriles et laissait même la porte ouverte à leur maintien total ou partiel sous la souveraineté japonaise. Le point 8 de ce texte déclare en effet : « Les termes de la déclaration du Caire seront exécutés et la souveraineté du Japon sera limitée aux îles de Honshu, Hokkaïdo, Kyushu, Shikoku et à telles îles mineures que nous déterminerons (*and such minor islands as we determine*)⁷. En ce qui concerne les Kouriles, la référence à la Déclaration du Caire du 1^{er} décembre 1943 pouvait être interprétée en faveur du Japon puisque cette déclaration signée par Roosevelt, Churchill et Chiang Kai-shek et définissant les buts de guerre des trois gouvernements, décidait notamment (en dehors de la restitution à la Chine de la Mandchourie, de Formose et des Pescadores) que le Japon devait être dépouillé « de toutes les îles du Pacifique qu'il a saisies ou occupées depuis le début de la Première Guerre mondiale en 1914 » et qu'il serait « également expulsé de tous les autres territoires dont il s'est emparé par violence et

5. *Ibid.*, pp. 269-270. (En fait, l'état-major américain prévoyait un débarquement au Japon en 1946).

6. Herbert FEIS – *Between War and Peace*, the Potsdam conference. Princeton, Princeton University Press, 1960, pp. 80-81.

7. La « Proclamation » figure en appendice dans Herbert FEIS, *Contest over Japan*, *op.cit.*, pp. 159-161.

cupidité » (*by violence and greed*)⁸. Ni l'une ni l'autre de ces formules ne pouvait s'appliquer aux Kouriles.

Mais si les États-Unis, pour venir à bout du Japon, n'avaient plus besoin de l'URSS, celle-ci n'intervint pas moins effectivement et entreprit d'occuper les territoires qui lui avaient été attribués à Yalta. Toutefois, l'Ordre général n°1 que le général Mac Arthur en tant que « Commandant suprême des puissances alliées » au Japon était chargé (le 15 août 1945) de faire exécuter en ce qui concerne la reddition des forces nippones stipulait que le Commandant en chef des forces soviétiques en Extrême-Orient était chargé de recevoir la capitulation des forces japonaises en Mandchourie, en Corée au nord du 38° parallèle, à Karafuto (c'est à dire dans la moitié sud de Sakhaline) et dans « la plupart » des Kouriles (*most of the Kurile Islands*), ce qui paraissait exclure les Kouriles du Sud. Staline à qui ce texte avait été communiqué (en même temps qu'à Attlee et à Chiang Kai-shek) réagit dès le 16 en demandant à Truman que les Soviétiques fussent compétents pour recevoir la reddition des forces japonaises dans la totalité et non pas seulement dans « la plupart » des Kouriles – ce qui lui fut accordé (non sans que soit soulevée la question du droit d'atterrissage des avions américains)⁹.

La situation de fait qui en résulta ne devait cependant jamais être transformée en un état de droit. Sans doute, le traité de paix de San Francisco du 8 septembre 1951 réduisit-il effectivement le territoire japonais aux quatre îles principales de l'archipel et à quelques îlots secondaires. À l'article 2, alinea C, le Japon en particulier, renonçait à tous ses droits « sur les îles Kouriles et à cette portion de Sakhaline et des îles adjacentes sur laquelle le Japon avait acquis droit de souveraineté en conséquence du traité de Portsmouth du 5 septembre 1905 ». Le traité, toutefois, ne précisait pas que ces territoires étaient désormais placés sous la souveraineté de l'URSS.

On était alors en pleine guerre de Corée et le délégué soviétique (qui avait cependant participé à la conférence) avait refusé de signer le traité, déclarant qu'il s'agissait en réalité d'un traité de préparation à la guerre (l'URSS, en particulier, était évidemment hostile à la signature simultanée par le Japon et les États-Unis d'un traité de sécurité permettant le stationnement des forces américaines dans l'archipel et ouvrant la porte, dans son préambule, à la reconstitution des forces armées japonaises).

Le 25 octobre 1951 la Diète japonaise ratifia le traité de paix qui entra en vigueur le 28 avril 1952, mais il restait à l'interpréter – c'est-à-dire à déterminer ce qu'il fallait entendre par « îles Kouriles » – et surtout à régulariser les relations avec l'URSS qui du fait de son refus d'apposer sa signature au traité, se trouvait toujours, juridiquement, en état de guerre avec le Japon. Les deux questions étaient d'ailleurs étroitement liées car le problème des Kouriles du Sud allait constituer un obstacle majeur au retour à la normale des relations nippo-soviétiques.

8. La « Déclaration du Caire » figure en appendice dans Herbert FEIS, *op.cit.*, pp. 155-156.

9. Herbert FEIS, *op.cit.*, pp. 19-20. (Staline avait également réclamé une participation soviétique à l'occupation de la moitié nord de Hokkaïdo, ce qui lui fut refusé sans hésitation).

En même temps qu'un problème international, les Kouriles du Sud étaient un problème intérieur japonais. À l'automne de 1954, l'ancien rival du Premier ministre M. Yoshida à la tête du parti libéral, M. Hatoyama, avait quitté ce parti en entraînant à sa suite un certain nombre de députés et s'était allié au Parti Progressiste de M. Shigemitsu pour former le Parti démocrate du Japon (Nihon Minshuto) dont la conjonction avec les Socialistes pouvait mettre M. Yoshida en minorité. En décembre 1954 celui-ci donna sa démission et fut remplacé par M. Hatoyama.

M. Hatoyama était au moins aussi conservateur que son prédécesseur mais lui reprochait une attitude trop souple à l'égard des États-Unis. Sa principale préoccupation était de diminuer la dépendance militaire du Japon à l'égard de ces derniers et pour cela de rétablir des relations diplomatiques normales avec les pays de l'Asie communiste.

L'année 1955 était une année de consultation électorale et M. Hatoyama qui avait fait campagne sur le thème de la normalisation des relations avec l'URSS obtint un grand succès, les démocrates obtenant 185 sièges contre 112 seulement aux libéraux de M. Yoshida.

Conformément à son programme, M. Hatoyama engagea à Londres des négociations avec l'URSS. Au départ, les positions paraissaient très éloignées, les Soviétiques demandant la neutralisation du Japon, (ce qui n'était pas compatible avec le pacte de sécurité conclu le 8 septembre 1951 entre le Japon et les États-Unis en même temps que le traité de paix), tandis que les Japonais réclamaient la rétrocession des « territoires du Nord ». Une conciliation allait toutefois s'opérer, le négociateur soviétique M. Malik renonçant à exiger la neutralisation tandis que la position japonaise se faisait plus souple sur la question territoriale, le gouvernement Hatoyama en venant à opérer une distinction entre les différents « territoires du Nord » occupés par l'URSS. Seule l'île de Shikotan et le petit archipel des Habomai situés au nord-est de Hokkaïdo et ne faisant pas partie, à proprement parler, de la chaîne des Kouriles, devaient être restitués au Japon, cette restitution constituant une condition *sine qua non* de la conclusion d'un traité de paix. En revanche, les Kouriles du Sud proprement dites c'est-à-dire Kunashiri et Etorofu que le Japon réclamait pour des raisons historiques n'étaient plus considérées comme essentielles. Quant aux Kouriles du nord, (c'est-à-dire Uruppu et les autres îles de la chaîne jusqu'au Kamchatka) et la partie méridionale de Sakhaline elles n'étaient réclamées que pour faciliter le marchandage.¹⁰ Les Soviétiques ayant offert la restitution de Shikotan et des Habomai, la conclusion d'un traité de paix ne semblait plus devoir faire de difficulté.

C'est alors que l'évolution de la politique intérieure japonaise vint interférer dans la négociation. Les deux partis socialistes qui s'étaient scindés en octobre 1951 à propos de l'acceptation ou du refus du traité de paix de San Francisco et du pacte de sécurité avec les États-Unis, avaient obtenu ensemble 156 sièges aux élections de

10. Donald C. HELLMANN – *Japanese Domestic Politics and Foreign Policy*, The Peace Agreement with the Soviet Union. Berkeley, University of California Press, 1969, p. 59.

1955 contre 138 en 1953. Pour consolider ce succès ils avaient décidé de refuser ce qui, par contre-coup, allait inquiéter les deux partis conservateurs dont la fusion en un parti libéral-démocrate suivit de peu (en novembre 1955) la reconstitution d'un parti socialiste unique (opérée en octobre).

L'essentiel des pourparlers entre libéraux et démocrates avait porté sur la détermination d'une attitude commune à l'égard de l'URSS, celle des « libéraux » étant beaucoup plus « dure » que celle des démocrates. Avant même d'aboutir à la réunion des deux partis, ces discussions se traduisirent par un durcissement inopiné de la position du Gaimushô (le ministère japonais des Affaires étrangères) qui dans une brochure destinée au public, puis dans un projet de traité présenta la restitution de Kunashiri et Etorofu comme une condition impérative. Dans ce second document il proposait en outre que le sort des Kouriles du Nord et de la partie méridionale de Sakhaline soit réglé par une conférence internationale ultérieure.

L'URSS repoussa aussitôt ces prétentions et à la fin du mois d'août 1955, les négociations qui s'étaient ouvertes en juin furent interrompues. Elles ne reprirent que le 17 janvier 1956, l'URSS proposant cette fois la signature d'un accord mettant fin à l'état de guerre mais ne réglant pas les questions territoriales. Le Japon repoussa cette solution de rechange, et les discussions furent à nouveau suspendues le 20 mars 1956.

Dès le lendemain, l'URSS annonça l'imposition de restrictions aux droits de pêche japonais dans le Pacifique nord et la mer de Bering. Le gouvernement soviétique avait trouvé là un moyen de pression efficace : non seulement un membre du gouvernement nippon fut dépêché à Moscou fin avril pour négocier un accord sur les pêcheries qui fut signé le 15 mai, mais le 31 juillet les pourparlers sur la « normalisation » des relations soviéto-nippones reprirent, l'URSS ayant subordonné l'application de l'accord sur les pêcheries à la reprise des relations diplomatiques. Vers la mi-août, le ministre des Affaires étrangères japonais Shigemitsu qui conduisait les pourparlers fit savoir qu'il n'y avait d'autre solution que d'accepter les conditions mises par les Soviétiques à la signature d'un traité de paix, c'est-à-dire de se contenter de Shikotan et de Habomaï, mais il reçut peu après l'ordre de suspendre, puis de rompre les négociations.

Les États-Unis intervinrent de deux manières pour renforcer la position des ex-libéraux dans la majorité gouvernementale japonaise. Ils firent savoir dans un « aide-mémoire » qu'à leurs yeux le « soi-disant accord de Yalta » n'était qu'une déclaration des buts communs envisagés par ceux qui à l'époque étaient les chefs des puissances participantes et non une décision définitive de la part de ces puissances ayant un quelconque effet juridique pour effectuer un transfert de territoire ». D'autre part, à la fin du mois d'août le secrétaire d'État Foster Dulles menaça le Japon d'une occupation permanente d'Okinawa si le gouvernement de Tokyo cédait Kunashiri et Etorofu à l'URSS.¹¹

C'était pour le Japon une raison supplémentaire pour mettre de côté les questions territoriales. La nécessité de normaliser les relations avec l'URSS pour

11. *New York Times*, 30 août 1956, cité par HELLMANN, *op.cit.*, p. 38.

permettre la mise en oeuvre de l'accord sur les pêcheries et pour lever le veto soviétique à l'entrée du Japon à l'ONU jouant dans le même sens, les différents éléments du parti libéral-démocrate finirent par se mettre d'accord pour accepter la solution de rechange proposée par l'URSS. En octobre 1956, M. Hatoyama (qui avait promis de démissionner une fois signés les accords avec l'URSS) put partir pour Moscou. Le 19, les deux parties, après quatre jours de négociations, aboutirent à la signature d'une « déclaration commune » qui mettait fin à l'état de guerre et rétablissait les relations diplomatiques et consulaires, mais laissait de côté tout règlement territorial. C'est cette « déclaration commune » qui constitue aujourd'hui encore la base des relations soviéto-nippones.

Il faut toutefois noter une modification ultérieure dans la position de Moscou: Après l'établissement du *modus vivendi* de 1956, l'URSS avait maintenu son offre de restituer Shikotan et les Habomaï après la signature d'un traité de paix, mais cette proposition fut retirée en 1960 après la signature entre le Japon et les États-Unis du traité de coopération et de sécurité mutuelle¹².

III – LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES RESTE SANS EFFET SUR LA QUESTION TERRITORIALE

Dans les quinze années qui suivirent l'accord de 1956, c'est-à-dire jusqu'en 1971, le non-règlement de la question des Kouriles du Sud ne fit pas obstacle au développement de relations commerciales et même d'un début de coopération économique entre les deux pays.

Dès le 6 décembre 1957 un traité de commerce fut conclu pour une durée de cinq ans entre Moscou et Tokyo, qui fut relayé par de nouveaux accords en 1960 et en 1966. Cependant et bien que le Japon tendit à devenir le premier partenaire « capitaliste » de l'URSS, les échanges entre les deux pays en 1969 n'étaient encore que de 730 millions de dollars.

En revanche, dès le début d'août 1965, après une série de contacts entre les dirigeants soviétiques et représentants de l'industrie japonaise, une « note verbale » du gouvernement de Moscou sollicita la coopération du Japon pour la mise en valeur de la Sibérie. Après la visite en Union soviétique du ministre des Affaires étrangères japonais en janvier 1966, puis celle de M. Gromyko à Tokyo en juillet, le principe fut décidé de conversations annuelles entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays.¹³ Elles eurent lieu effectivement en 1967 à Moscou, mais au cours des quatre années suivantes, M. Gromyko se déclara « trop occupé » pour faire le voyage de Tokyo. Cette démonstration de froideur au plan politique

12. Celui-ci confirmait l'existence des bases américaines au Japon (tout en soumettant leur utilisation à un certain contrôle politique nippon) et engageait le Japon à maintenir et à développer « sa capacité de résister à une attaque armée » et à faire face à une telle attaque « conformément à ses dispositions et à sa procédure constitutionnelles ». – À la différence de ce traité, celui de 1951 n'obligeait même pas le Japon à participer à sa propre défense.

13. Robert TRUMBULL – « Japan and Soviet Agree on Steps to Closer Ties » *New York Times*, 28 juillet 1966.

n'empêcha pas les réunions d'un comité économique soviéto-japonais d'aboutir en juin 1968 à un premier accord sur l'exploitation du bois sibérien¹⁴ puis, en décembre, à la formulation de divers projets de prospection de charbon et de gaz naturel et de modernisation des moyens de communication.¹⁵

Était-ce le sentiment que les Soviétiques étaient devenus demandeurs? Le Japon, en tout cas, qui dès la fin de 1968 avait posé ouvertement aux États-Unis la question du rétablissement de sa souveraineté sur Okinawa, jugea bientôt le moment venu de rouvrir également la question territoriale du côté de l'URSS. En septembre 1969, lors d'un voyage à Moscou, le ministre japonais des Affaires étrangères M. Kiiichi Aichi, aborda le sujet mais se heurta à un refus net de M. Kossyguine.¹⁶ Le 9 décembre, c'est-à-dire peu après l'accord Nixon-Sato du 21 novembre promettant le retour d'Okinawa en 1972, il revint à la charge en demandant à l'ambassadeur soviétique l'ouverture de négociations, mais une fois de plus il se heurta à un refus catégorique.¹⁷ Quelques jours plus tard, un éditorial non-signé de la « Pravda » écrivait que « de telles exigences territoriales de la part du vaincu de 1945 (étaient) de nature à provoquer une nouvelle et regrettable tension internationale »¹⁸. En février 1970 une délégation commerciale nipponne venue à Moscou n'eut pas plus de succès lorsqu'elle tenta de soulever la question.¹⁹

Dès la fin du mois de mars 1970 l'URSS allait faire sentir son mécontentement avec l'annonce le 26 d'exercices de bombardement en mer dans quatre zones proches des côtes japonaises, apparemment choisies pour apporter le maximum de gêne à la pêche et à la navigation.²⁰ Ces exercices furent annulés après une protestation nipponne mais la visite que le chef de l'État soviétique M. Podgorny devait faire à Tokio n'eut pas lieu.²¹ Quant à la venue du vice-Premier ministre M. Novikov, elle fut l'occasion de manifestations extrémistes en faveur de la restitution des Kouriles du Sud par l'URSS.²² Quelques mois plus tard, le 29 août, la Pravda écrivait que ces revendications, inspirées par les « chauvinistes nippons » étaient vouées à l'échec et que « l'immutabilité de l'ordre de l'après-guerre, la renonciation aux revendications territoriales, l'établissement de relations de bon voisinage et l'étude sérieuse de la question de la sécurité collective en Asie demeuraient la

14. « Le Japon va participer à l'exploitation des forêts sibériennes », *Le Monde*, 11 avril 1968.
« Premier accord soviéto-nippon pour la mise en valeur de la Sibérie », *Le Monde*, 30 juillet 1968.

15. « Conversations soviéto-nipponnes », *Le Monde*, 14 février 1969.

16. À Moscou, fin des entretiens nippo-soviétiques », *Le Monde*, 11 septembre 1969. « Tokyo demande aux Soviétiques la restitution des Kouriles », *Le Monde*, 15 novembre 1969.

17. « Japon: Tokyo veut obtenir de Moscou la restitution des Kouriles du Sud », *Le Monde*, 12 décembre 1969.

18. « La Pravda dénonce violemment les prétentions nipponnes sur les Kouriles », *Le Monde*, 18 décembre 1969.

19. Robert GUILLAIN – « Le Japon va construire un port dans l'Extrême-Orient soviétique », *Le Monde*, 19 février 1969.

20. Robert GUILLAIN – « Tokyo s'inquiète des prochaines manoeuvres soviétiques près des côtes nipponnes », *Le Monde*, 29-30 mars 1970.

21. « Les manoeuvres aéronavales soviétiques à proximité des côtes nipponnes », *Le Monde*, 1^{er} avril 1970. « Japon, l'annulation du voyage de M. Podgorny provoque une vive déception », *Le Monde*, 7 avril 1970.

22. *Le Monde*, 9 et 12-13 avril 1970.

condition de liens économiques mutuellement profitables ». Et le quotidien de s'en prendre au « militarisme japonais » qui selon lui jouait un rôle croissant.²³ Le 11 septembre le chargé d'affaires soviétique à Tokyo confirmait ces propos en déclarant qu'il était « inamical » de la part des autorités nippones de remettre en question l'appartenance des Kouriles du Sud à l'URSS. Une semaine plus tard, cette déclaration provoquait à son tour une plainte de Tokyo contre « les ingérences de l'Union soviétique dans les affaires intérieures du Japon »²⁴

En réalité, loin d'être le fait de quelques extrémistes, la revendication japonaise sur les Kouriles du Sud était soutenue par tous les partis, y compris les plus hostiles à l'alliance américaine. Le Parti communiste japonais, les partis socialistes (ils s'étaient à nouveau séparés en 1959) et le Komeito réclamaient même la restitution de la totalité des Kouriles jusqu'au Kamchatka.

L'état de demi-tension qui régnait de ce fait entre le Japon et l'URSS ne fit cependant pas obstacle à la poursuite des relations commerciales entre les deux pays (l'accord du 22 septembre 1971 prévoyait jusqu'en 1975 des échanges pouvant atteindre plus de 5 milliards de dollars)²⁵, ni aux projets de développement en commun de la Sibérie. En février 1970 un accord était signé prévoyant la participation d'entreprises japonaises à la construction du port de Wranger (près de Nakhodka) sur la mer du Japon²⁶ et en juin 1971 le gouvernement japonais prenait la décision de principe d'accorder des prêts bancaires à l'URSS au fur et à mesure de l'adoption des projets sibériens.²⁷ Les relations soviéto-japonaises tendaient donc à se stabiliser à un niveau qui n'était ni celui des relations parfaitement confiantes – la question des Kouriles du Sud faisant toujours obstacle à la conclusion d'un traité de paix – ni celui de l'hostilité ouverte puisque les relations économiques se développaient malgré tout.

IV – L'APPARITION D'UN FACTEUR NOUVEAU: LES RÉPERCUSSIONS DES RELATIONS SINO-JAPONAISES SUR LES NÉGOCIATIONS NIPPO-SOVIÉTIQUES

Pour l'URSS, le problème essentiel en Asie Orientale n'était cependant pas celui de ses relations avec le Japon mais celui de ses rapports de force avec la Chine. À partir de 1972, l'évolution rapide de la politique chinoise à l'égard du monde extérieur capitaliste, et d'abord des États-Unis et du Japon, eut pour résultat que la préoccupation majeure du gouvernement soviétique dans sa politique japonaise fut désormais d'empêcher ou de freiner un rapprochement sino-japonais ou tout au moins d'en limiter autant que possible les effets. La question était de savoir quelles conséquences cette préoccupation allait avoir sur le problème des Kouriles du Sud.

23. « La Pravda dénonce le chauvinisme et le militarisme nippons », *Le Monde*, 1er septembre 1970.

24. *Le Monde*, 19 septembre 1970.

25. *Le Monde*, 23 septembre 1971.

26. *Le Monde*, 19 février 1970.

27. *Le Monde*, 24 juin 1971.

En janvier 1972, alors que s'amorçait le rapprochement entre Pékin et Washington, l'Union soviétique tenta de rétablir l'équilibre en faisant un geste en direction du Japon qu'il souhaitait détourner autant que possible de suivre l'exemple américain. Le 23 janvier, M. Gromyko arrivait à Tokyo pour une visite de six jours. Cette fois l'URSS apparaissait bien comme demandeur.²⁸ Le communiqué commun publié à l'issue du séjour du ministre des Affaires étrangères soviétiques annonça l'ouverture avant la fin de l'année de négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix, ce qui, compte tenu de la position japonaise, semblait impliquer que M. Gromyko avait au moins accepté de discuter du problème des Kouriles du Sud.²⁹ Il n'est pas impossible – le bruit en courut par la suite à Tokyo – que l'URSS, pour freiner un éventuel rapprochement sino-japonais, ait été disposée à ce moment à restituer Shikotan et les Habomaï ainsi qu'elle l'avait déjà offert en 1956. Le 27 mars, en tout cas, le Premier ministre japonais, M. Sato, déclarait publiquement que le Japon ne renoncerait jamais à la restitution des quatre îles et l'on commençait à se demander sérieusement à Tokyo si l'URSS n'allait pas y consentir.³⁰ En mai 1972, au moment du rétablissement de la pleine souveraineté nippone sur Okinawa, le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Fukuda, annonçait que les négociations avec l'Union soviétique commenceraient en automne et rapportait à cette occasion que M. Krouchtchev lui avait confié naguère que l'URSS restituerait les « îles du Nord » lorsque Okinawa aurait été rendu au Japon.³¹

Mais l'URSS de Brejnev était-elle toujours dans les mêmes dispositions ? En juin 1972 le remplacement de M. Sato, non par M. Fukuda comme l'espéraient les Soviétiques, mais par M. Tanaka qui contrairement à son prédécesseur donnait la priorité au rapprochement avec la Chine, provoqua un nouveau refroidissement des relations nippo-soviétiques.³² L'événement de la fin septembre ne fut pas l'ouverture de pourparlers préliminaires entre Tokyo et Moscou mais la visite en Chine de M. Tanaka, visite qui aboutit à la décision d'ouvrir des relations diplomatiques entre les deux pays. Le paragraphe 7 de la déclaration commune sino-japonaise déclarait en outre que la Chine et le Japon s'opposeraient à tout effort éventuel d'une autre nation ou d'un groupe de nations en vue d'établir une quelconque hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique.³³

Les Soviétiques avaient évidemment quelques raisons de se sentir visés. Les ponts cependant n'étaient pas coupés et le 13 octobre leur ambassadeur M. Oleg Troyanovsky (qui avait été rappelé en consultation dès le mois de juillet et était resté trois mois absent de Tokyo) remettait à M. Tanaka un message personnel de M.

28. Alain JACOB – « M. Gromyko se rend à Tokyo pour établir la coopération soviéto-nippone sur des bases plus solides », *Le Monde*, 23-24 janvier 1972. Robert GUILLAIN – « M. Gromyko voudrait empêcher le Japon de se tourner vers la Chine », *Le Monde*, 25 janvier 1972.

29. *Le Monde*, 26, 28 et 29 janvier 1972.

30. « Sato: We Won't Give Up Islands' Demand », *The Straits Times*, 28 mars 1972. Robert GUILLAIN – « L'URSS envisagerait de restituer quatre des îles Kouriles », *Le Monde*, 9-10 avril 1972.

31. *Le Monde*, 18 mai 1972.

32. Dev MURARKA – « Russia Turns a Wary Eye on the Japanese », *The Straits Times*, 19 août 1972.

33. « La normalisation des relations sino-japonaises, les neuf points du communiqué commun », *Le Monde*, 30 septembre 1972.

Brejnev exprimant le souhait de voir prochainement se conclure un traité de paix entre les deux pays.³⁴ Restait à voir sur quelles bases. Le 21 octobre, le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Ohira, arrivait effectivement à Moscou. Le premier souci de ses interlocuteurs était d'avoir des éclaircissements sur la signification du paragraphe 7 de la déclaration sino-japonaise. Mais M. Ohira ne jugea pas nécessaire de faire une mise au point. Quant au traité de paix soviéto-japonais, il apparaît que Moscou espérait y parvenir sans faire de concessions territoriales, l'offre faite au Japon de participer à l'exploitation du pétrole sibérien devant constituer un appât suffisant. Mais le Japon de M. Tanaka hésitait à s'engager sur cette voie, l'entreprise lui paraissant dépasser ses possibilités financières et risquant en outre de compromettre la normalisation des relations avec la Chine car la construction envisagée d'un oléoduc Tyumen-Nakhodka ne pouvait que renforcer considérablement les possibilités d'action des forces soviétiques d'Extrême-Orient. Le gouvernement japonais n'étant au surplus de toute façon pas disposé à renoncer aux « territoires du nord », la visite à Moscou de M. Ohira resta sans résultat concret.³⁵ Le 24 il quittait la capitale soviétique sans que la négociation sur le traité de paix ait été amorcée. Les deux parties avaient convenu que rien de plus dans cette direction ne pouvait être fait avant la fin de l'année.³⁶ Un mois plus tard, exactement, la *Pravda* publiait un commentaire de son ancien correspondant à Tokyo, M. Ovtchinnikov, qui dénonçait « les prétentions territoriales revanchistes » du Japon et « la campagne des dirigeants japonais » faisant dépendre la conclusion d'un traité de paix de la restitution préalable des Kouriles du Sud.³⁷

M. Tanaka n'en avait pas moins le souci de maintenir une certaine « équidistance » dans les relations de son pays avec Pékin et Moscou. Le 6 mars 1973 l'ambassadeur du Japon remettait à M. Brejnev un message du Premier ministre nippon provoquant l'ouverture, au cours de l'année, de négociations pour la conclusion d'un traité de paix et offrant (malgré l'opposition chinoise) la coopération du Japon pour le développement des gisements pétroliers de Tyumen en Sibérie occidentale. Pour ces deux objectifs il se déclarait prêt à entreprendre une « diplomatie au sommet ». La question des Kouriles du Sud n'étant pas expressément soulevée, le gouvernement soviétique semble en avoir tiré l'impression que le traité de paix pourrait être conclu sans concessions territoriales.³⁸ Dès avant la fin du mois, une lettre personnelle de M. Brejnev invitait M. Tanaka à se rendre à Moscou³⁹ et en juin le fonctionnaire chargé des affaires japonaises au Comité central du P.C.U.S. suggérait que le « plan Brejnev » de sécurité collective en Asie soit le principal point à l'ordre du jour de la rencontre, ce qui impliquait clairement que l'URSS entendait toujours « geler » la question territoriale.

34. *Le Monde*, 18 octobre 1972 (UPI).

35. *Le Monde*, 24 et 25 octobre 1972.

36. « No Treaty Without the Kuriles, Warns Tanaka », *The Straits Times*, 28 octobre 1972.

37. Alain JACOB – « La presse soviétique multiplie les critiques contre le gouvernement de M. Tanaka », *Le Monde*, 14 décembre 1972.

38. Alain JACOB – « Le chef du gouvernement japonais propose à M. Brejnev d'ouvrir cette année les négociations sur le traité de paix », *Le Monde*, 8 mars 1973. Robert GUILLAIN – « M. Tanaka a fait de 1973 l'année du rapprochement avec Moscou », *Le Monde*, 28 mars 1973.

39. *Le Monde*, 29 mars 1973 (AFP).

Le 3 juillet M. Ohira, devant la commission du Sénat japonais, s'employait toutefois à détromper les Russes : le Japon ne signerait pas le traité de paix si on ne lui rendait pas les « territoires du nord ». Le 26 juillet, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères confirmait cette position devant les représentants de la presse japonaise : le Japon resterait à l'écart du « plan Brejnev » aussi longtemps que le problème des territoires du nord ne serait pas réglé. Et il y ajoutait deux autres conditions : maintien des traités de sécurité dont le Japon est signataire et participation de la Chine et des États-Unis au système de sécurité à construire. Pour le Japon le « plan Brejnev » ne devait donc ni faire obstacle à ses revendications territoriales, ni pouvoir être interprété comme un plan d'encerclement de la Chine.

Les positions japonaises et soviétiques restaient donc toujours aussi éloignées et la visite de M. Tanaka à Moscou, qui n'eut lieu que du 7 au 10 octobre 1973, resta sans résultat aussi bien sur la question territoriale qu'en matière économique. Le communiqué commun précisa seulement que les deux parties (étaient) convenues de poursuivre dans le courant de 1974 les pourparlers sur un traité de paix entre les deux pays et « qu'il était nécessaire d'intensifier la coopération économique, notamment dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles de la Sibérie (...) ». ⁴⁰ Les ponts n'étaient cependant pas rompus mais ce fut au prix d'une mise en sommeil de la question territoriale et de la signature d'un traité de paix.

Après une nouvelle lettre de M. Brejnev (en février 1974) demandant la réouverture du dialogue, et une réponse favorable de M. Tanaka en mars, ⁴¹ les pourparlers sur la participation du Japon au développement de la Sibérie aboutirent le 22 avril 1974 à la signature d'un premier accord signé à Tokyo par le vice-ministre soviétique du commerce extérieur M. Alkhimov et par M. Soumita, président de la Banque japonaise d'Import-Export. Un crédit de 1 milliard de dollars était accordé par l'intermédiaire de cette banque gouvernementale nippone pour l'exploitation des réserves de charbon et de gaz naturel de Yakoutie et la mise en valeur des ressources forestières de Sibérie. Mais il n'était pas question de la mise en valeur du gisement de Tyumen et encore moins de la construction d'un oléoduc, projets contre lesquels Pékin avait mis en garde le gouvernement japonais. ⁴² En juin, cet accord fut complété par deux autres portant respectivement sur le développement du bassin houiller de Yakoutie et sur la construction de deux usines de cokéfaction.

Les positions soviétiques sur le problème territorial n'étaient évidemment pas modifiées pour autant. On s'en était aperçu en mai lorsque dans son numéro 19, la revue du Comité Central du Parti Communiste soviétique *Partiinaiia Jizn*, publia un article de M. Athos Fava, secrétaire général du P.C. argentin, reprochant au P.C. japonais, lors de son congrès de novembre 1973, d'avoir pris des positions « revanchardes et nationalistes » en faveur de la restitution des Kouriles du Sud par l'Union

40. Jacques AMALRIC – « Les entretiens soviéto-japonais ont buté sur la question des îles Kouriles », *Le Monde*, 12 octobre 1973.

41. *The Straits Times*, 23 mars 1974 (UPI), *Le Monde*, 27 mars 1974.

42. *Le Monde*, 24 avril 1974.

soviétique.⁴³ Le fait que l'article ne fut pas signé par un ressortissant soviétique limitait toutefois quelque peu la portée de ces critiques. Aussi continuait-on à Tokyo à vouloir croire qu'une négociation sur le traité de paix restait malgré tout possible.

Lorsque le 25 octobre 1974 M. Toshio Kimura, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Tanaka annonça qu'il acceptait l'invitation à se rendre à Moscou qui lui avait été adressée par son homologue soviétique M. Gromyko, on déclara à Tokyo que l'objet de ce voyage devait être de reprendre les négociations sur la signature du traité de paix.

Le Japon, en fait, prenait une fois de plus ses désirs pour des réalités. La chute de M. Tanaka à la fin de 1974 et son remplacement par M. Takeo Miki fit que ce ne fut pas M. Kimura mais son successeur M. Kiichi Miyazawa qui se rendit à Moscou en janvier 1975. Ce fut pour constater que la position soviétique, loin de s'assouplir, s'était encore durcie. L'URSS en effet, ressuscitait maintenant une exigence qu'elle avait depuis longtemps abandonnée: elle réclamait que le Japon cessât d'accorder des bases militaires aux États-Unis, ce qui remettait en cause les fondements mêmes de la politique de défense et de la politique extérieure japonaise.⁴⁵

Le refus de l'URSS de faire la moindre concession sur le problème des Kouriles du Sud apparut plus clairement encore lorsque le 13 février, l'ambassadeur soviétique à Tokyo M. Troyanowsky remit à M. Miki un message personnel de M. Brejnev proposant la signature d'un traité d'amitié et de bon voisinage qui pouvait être conclu à bref délai, tout en poursuivant la négociation d'un traité de paix. La manœuvre soviétique était claire. Elle avait l'avantage pour l'URSS de normaliser plus complètement les relations avec le Japon (et de lever par conséquent les obstacles politiques à une coopération économique plus poussée), tout en remettant aux calendes grecques le règlement de la question territoriale. M. Miki s'empressa de rejeter cette nouvelle proposition.⁴⁶

Le durcissement soviétique (mais y avait-il vraiment durcissement, car l'URSS avait-elle jamais envisagé de renoncer aux Kouriles de Sud?) était dû essentiellement au progrès que l'on pouvait observer depuis novembre 1974 dans les relations sino-japonaises. L'accord de normalisation avait prévu une série d'étapes. Après l'établissement de relations diplomatiques ce devait être la conclusion d'un accord commercial, puis d'un accord sur les communications aériennes, puis d'un accord sur les pêcheries. On était arrivé maintenant à la phase décisive: celle de la négociation d'un traité de paix et d'amitié.

Le 4 mars 1975 un premier obstacle avait cependant surgi. La Chine réclamait que la clause anti-hégémonie figurant à l'article 7 de la déclaration commune du 29 septembre 1972 fût inscrite dans le traité. Le vice-ministre japonais des Affaires

43. Jacques AMALRIC - « Union soviétique; une revue du Comité central reproche au P.C. japonais de prendre des positions revanchardes et nationalistes », *Le Monde*, 24 mai 1974.

44. *Le Monde*, 27-28 octobre 1974.

45. Alain JACOB - « La question territoriale empêche le Japon de signer le traité de paix avec Moscou nous déclare le ministre nippon des affaires étrangères », *Le Monde*, 23 janvier 1975.

46. *Le Monde*, 15 février 1975 (AFP).

étrangères, M. Togo, qui menait la négociation avec l'ambassadeur de Chine à Tokyo, fit aussitôt comprendre à son interlocuteur que le Japon souhaitait poursuivre entre la Chine et l'URSS une politique « d'équidistance » et n'était donc pas favorable à l'inclusion de cette clause dans le traité.⁴⁷ On se mit donc à la recherche d'un compromis que le Japon crut avoir trouvé en mai lorsqu'il proposa que la clause anti-hégémonie fût inscrite dans le préambule du traité mais non dans son dispositif proprement dit. Mais le 30 mai M. Han Nien-Lung, vice-ministre chinois des Affaires étrangères, avisa l'ambassadeur japonais M. Ogawa que cette formule n'était pas acceptable et le 12 juin Chou En-laï, recevant l'ancien ministre des Affaires étrangères Fuyiyama, lui confirmait que la Chine ne pouvait transiger sur ce point. M. Miki, qui avait espéré pouvoir présenter à la Diète le traitement de paix avec la Chine avant le 4 juillet, dut se rendre à l'évidence: la négociation était bloquée pour une durée indéterminée.⁴⁸

Paradoxalement, c'est ce moment que le gouvernement soviétique choisit pour faire, le 17 juin 1975, une déclaration (diffusée le lendemain par l'agence Tass) pour mettre en garde les dirigeants japonais soupçonnés de « se laisser entraîner sous une forme ou sous une autre dans l'orbite de la politique chinoise⁴⁹ ». Dès le 18 M. Miki affirmait devant la Diète que « la clause anti-hégémonique ne visait aucun pays en particulier et qu'elle n'était rien d'autre que l'expression d'un principe de paix universellement admis ». Le lendemain M. Kiichi Miyazama ajoutait que le Japon n'avait pas l'intention de compliquer ses relations avec l'Union soviétique et que des assurances dans ce sens allaient être données prochainement à Moscou par la voie diplomatique.⁵⁰ À la fin de septembre, toutefois, les entretiens qu'il eut à New-York avec ses homologues soviétiques et chinois en marge de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU révélèrent que les positions n'avaient pas changé: M. Gromyko le mettait toujours en garde contre l'acceptation de la clause anti-hégémonie dans le traité et M. Chiao Kuan-ha persistait à la juger indispensable.⁵¹

Était-ce le sentiment qu'on avait à Moscou que le Japon était disposé à tenir compte du point de vue soviétique et que les négociations sino-japonaises étaient de ce fait dans l'impasse? Il est certain en tous cas que l'année 1976 parut d'abord connaître une certaine détente en ce qui concerne les relations soviéto-nippones. Le 9 janvier M. Gromyko arrivait à Tokyo pour une visite officielle de cinq jours, officiellement pour reprendre la négociation sur le traité de paix, mais en fait pour poursuivre son offensive contre un rapprochement entre Tokyo et Pékin. Le communiqué commun du 13 janvier déclara que « les négociations (avaient) continué (...) sur la conclusion d'un traité de paix » et ajoutait: « comme sujet pour de nouvelles consultations des opinions ont été échangées sur la question des relations soviéto-japonaises et sur certains problèmes internationaux d'intérêt mutuel ». Le communiqué annonçait en conclusion que M. Gromyko avait invité son homologue

47. *Le Monde*, 6 mars 1975.

48. Robert GUILLAIN – « La négociation du traité sino-nippon est bloquée », *Le Monde*, 18 juin 1975.

49. *Le Monde*, 19 juin 1975.

50. *Le Monde*, 20 juin 1975.

51. Robert GUILLAIN – « Après ses entretiens à l'ONU avec ses collègues soviétique et chinois, M. Miyazawa est pessimiste sur la possibilité de conclure un traité de paix avec Pékin », *Le Monde*, 28-29 septembre 1975.

japonais à se rendre en Union soviétique dans le courant de l'année 1976 pour poursuivre les conversations sur la conclusion d'un traité de paix, et tenir des consultations régulières. La formule vague du début pouvait impliquer que l'URSS acceptait au moins de discuter de la question territoriale, mais là s'arrêtaient les concessions que M. Gromyko avait été disposé à faire à ses interlocuteurs pour les détourner d'un rapprochement plus poussé avec la Chine.⁵² En fait, vingt ans après le *modus vivendi* de 1956, les positions respectives des deux parties n'avaient pas varié et le seul prolongement de la visite de M. Gromyko fut, en avril, la signature d'un accord sur les droits de pêche.

V – LES FACTEURS BILATÉRAUX REVIENNENT AU PREMIER PLAN : L'AFFAIRE DU MIG 25 ET LE PROBLÈME DE LA ZONE DES 200 MILLES

En septembre 1976 les rapports nippo-soviétiques allaient se détériorer à la suite de l'atterrissage au Japon, sur l'île de Hokkaïdo, d'un chasseur soviétique MIG 25 dont le pilote demanda l'asile politique aux États-Unis. L'incident provoqua à la fois l'inquiétude de l'opinion japonaise en révélant l'insuffisance des moyens de détection radar de l'archipel dont la vulnérabilité à une attaque aérienne était ainsi mise en lumière, et une tension entre Moscou et Tokyo, le Japon n'ayant restitué l'appareil qu'après qu'il eût été examiné et entièrement démonté par des experts japonais et américains.⁵³

C'est dans cette atmosphère déjà tendue que la question des Kouriles du Sud fut rouverte indirectement, cette fois par l'Union soviétique, qui en décembre 1976 décida de créer au large de ses côtes une zone de 200 milles à l'intérieur de laquelle, sans accord bilatéral, elle disposait de droits de pêche exclusifs.⁵⁴ Cette nouvelle réglementation, lésant considérablement les pêcheurs japonais (qui prenaient jusqu'au cinquième de leurs prises annuelles à l'intérieur de cette zone) devait entrer en vigueur le 1^{er} mars 1977. Une exception toutefois, était faite pour les chalutiers nippons pour qui la réglementation antérieure était prolongée jusqu'au 31 mars. Cette dérogation temporaire n'avait d'autre but que de faciliter la négociation d'un nouvel accord à l'occasion duquel l'URSS voulait faire accepter par le Japon que la zone des 200 milles englobait les Kouriles du Sud, ce qui aurait eu pour résultat de mettre fin au litige territorial.

Le 29 mars 1977, pour renforcer sa capacité de marchandage, le gouvernement japonais se mit d'accord sur un projet de loi étendant les eaux territoriales japonaises de 3 à 12 milles et confirma son intention de créer lui aussi une zone de pêche exclusive de 200 milles autour de l'archipel. En réponse à cette décision, l'URSS demanda le droit de pêcher à l'intérieur de la future zone japonaise des 12 milles, exigence que le ministre japonais des Affaires étrangères qualifia « d'outrageante ». ⁵⁵

52. « Tokyo et les grands en Asie », *Le Monde*, 15 janvier 1976.

53. *Le Monde*, 7, 9, 18 et 24 septembre 1976; *Bangkok Post*, 15 novembre 1976.

54. *Le Monde*, 14 décembre 1976.

55. *Le Monde*, 31 mars 1976.

Le 31 mars aucun accord n'avait encore été atteint et 1 600 navires de pêche japonais avaient été retirés de la zone soviétique des 200 milles. Dans le courant d'avril, le Japon ayant adressé à Moscou une protestation contre l'instauration de la zone de pêche autour des Kouriles du Sud, l'ambassadeur soviétique à Tokyo, M. Polyansky, riposta en déclarant qu'il n'y avait aucune question territoriale entre les deux pays, ce qui apparût aussitôt comme un durcissement par rapport à la position adoptée l'année précédente par M. Gromyko. Peu après, les positions respectives furent définitivement fixées, l'URSS dénonçant le 29 avril l'accord de pêche signé un an plus tôt,⁵⁶ tandis que le 2 mai, à la suite d'un vote unanime de la Chambre Haute, le Parlement japonais approuvait les deux projets de lois sur l'élargissement des eaux territoriales nippones à 12 milles et l'instauration d'une zone de pêche de 200 milles.⁵⁷

La négociation sur la pêche reprenait néanmoins le 10 mai et aboutissait le 18 à un accord intérimaire conclu entre M. Ishkov, ministre soviétique de la pêche, et M. Suzuki, ministre japonais de l'agriculture. Le Japon avait obtenu que fussent dissociés le problème territorial et celui de la pêche, l'accord ne portant que sur la quantité de poisson que les pêcheurs japonais pouvaient prendre dans la zone soviétique de 200 milles. Mais ce premier protocole n'était valable que pour 1977 et ne portait que sur les saumons. L'URSS ne reconnaissait pas moins implicitement l'existence d'un contentieux territorial.⁵⁸ Cet assouplissement s'expliquait avant tout par son désir de freiner le rapprochement sino-japonais. Cette détente (toute provisoire) entre le Japon et l'URSS était confirmée le 30 mai par la signature d'un accord reconduisant pour cinq nouvelles années l'accord commercial et financier antérieur.⁵⁹

VI – LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS SINO-JAPONAISES, LE TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ ENTRE TOKYO ET PÉKIN ET LA « REMILITARISATION » DES KOURILES DU SUD PAR L'UNION SOVIÉTIQUE

En fait, le Japon souhaitait plus que jamais un rapprochement avec la Chine : dès le lendemain le Premier ministre nippon M. Fukuda déclarait que l'objectif prioritaire de sa politique était la conclusion d'un accord avec Pékin.

Cette politique mit plus d'un an à aboutir mais il était clair dès ce moment que pour quelque temps au moins la préoccupation majeure du gouvernement japonais n'était plus de ménager l'Union soviétique. Le 12 juin, celle-ci avait réaffirmé une fois de plus sa position par un article de la *Pravda* réagissant avec violence à la publication par le Parti Communiste japonais d'une « lettre ouverte » réclamant la restitution des Kouriles du Sud.⁶⁰ Ceci n'empêchait pas en décembre le ministre

56. Philippe PONS – « Le problème des îles Kouriles envenime le contentieux entre Moscou et Tokyo », *Le Monde*, 2 mai 1977.

57. « Japon Extends Sea Zone », *Bangkok Post*, 3 mai 1977 (Reuter).

58. *Le Monde*, 22-23 mai 1977.

59. *Le Monde*, 1^{er} juin 1977.

60. « La controverse sur les Kouriles envenime la querelle entre Moscou et le PC nippon », *Le Monde*, 14 juin 1977.

japonais des Affaires étrangères M. Sunao Sonoda (qui devait se rendre à Moscou au début de janvier 1978)* de réaffirmer de son côté la position japonaise au cours d'un dîner organisé par M. Nagano (le président de la Chambre de commerce japonaise) et auquel avait été invité l'ambassadeur soviétique Polyanski: sans la restitution des Kouriles du Sud une coopération économique harmonieuse entre les deux pays était impossible. Quant à la clause anti-hégémonie, elle n'était nullement dirigée contre l'Union soviétique. C'est, affirmait M. Sonoda, « le sens commun international que d'exprimer son opposition à l'hégémonisme de n'importe quel pays ». ⁶¹

La visite de M. Sonoda à Moscou ne s'en fit pas moins – du 8 au 11 janvier 1978 – mais aboutit à un échec complet. La question était toujours de savoir si l'URSS, pour détourner le Japon de se rapprocher de la Chine, allait faire des concessions sur le problème territorial. M. Sonoda souleva la question au cours de la conversation d'une heure qu'il eut avec M. Kossyguine mais si l'on en croit les « sources japonaises bien informées » celui-ci nia purement et simplement l'existence du problème en déclarant qu'il n'y avait pas de question territoriale entre les deux pays. Lorsque les Soviétiques profitèrent de leur côté de la visite de M. Sonoda pour attaquer une fois de plus la clause anti-hégémonie, celui-ci leur aurait répondu sans détour qu'ils devaient s'abstenir de se mêler des affaires domestiques japonaises et que plus ils parleraient dur, plus ils favoriseraient un rapprochement sino-japonais. La visite se termina sans même que fût publié un communiqué commun. ⁶²

Bien que M. Sonoda eût affirmé à son retour à Tokyo que les Russes avaient accepté de poursuivre les négociations, ces derniers allaient montrer de façon concrète quelques mois plus tard qu'ils entendaient bien rester sur leurs positions en ce qui concerne le problème territorial.

Alors qu'au début des années 1960 les Soviétiques entretenaient encore une garnison de près de 12 000 hommes dans les Kouriles du Sud, il n'y avait plus depuis une dizaine d'années qu'une centaine d'hommes stationnés à Etorofu. À partir du milieu de 1978 on assiste au contraire à ce qu'on peut appeler une « remilitarisation » des Kouriles du Sud.

Initialement il ne s'agissait cependant que de simples manoeuvres. Au début de juin 1978 les Japonais captèrent une émission de radio de Vladivostok annonçant des exercices de tir de la flotte soviétique d'Extrême-Orient au large d'Etorofu. Le gouvernement japonais adressa aussitôt une protestation à Moscou, invoquant qu'il y avait là une violation du droit international puisque ces exercices avaient lieu « dans les eaux japonaises ». Cette protestation fut non seulement laissée sans réponse mais les Soviétiques entreprirent en outre sur Etorofu des exercices de débarquement qui furent le point de départ d'une réoccupation en force. ⁶³

* pour des conversations annuelles « régulières »... qui étaient interrompues en fait depuis 1975.

61. « Sondage, Soviet Envoy Stage Secret Meeting », *Bangkok Post*, 28 décembre 1977 (UPI).

62. « Isles Issue Talks End in Deadlock », *Bangkok Post*, 12 janvier 1978 « Le froid avec Moscou », *Le Monde*, 13 janvier 1978.

63. « Russian Storm Disputed Island », *Bangkok Post*, 8 juin 1978. Philippe PONS – « Malgré les protestations de Tokyo, d'importantes manoeuvres navales soviétiques ont lieu au large des îles Kouriles », *Le Monde*, 9 juin 1978.

A Tokyo, ces événements furent aussitôt perçus comme un défi adressé au Japon en riposte à l'annonce de la reprise prochaine des négociations avec la Chine. Cette impression fut confirmée le 19 juin lorsque l'ambassadeur soviétique Dimitri Polyanski, qui avait demandé audience la semaine précédente, lut au vice-ministre des Affaires étrangères japonais M. Keisuke Arita, une déclaration menaçante avertissant que l'URSS pourrait être contrainte de changer de politique à l'égard du Japon si celui-ci concluait avec la Chine un « traité de paix et d'amitié anti-soviétique ». M. Arita rétorqua une fois de plus que la clause anti-hégémonie dont on envisageait l'inclusion dans le traité n'était dirigé contre aucune tierce puissance en particulier, et profita de l'occasion pour déplorer que Tokyo et Moscou n'aient pu parvenir à un traité de paix à cause de la question territoriale.⁶⁴

Dès le lendemain « l'Agence de Défense » japonaise révélait que les Soviétiques construisaient une nouvelle base aérienne sur Etorofu (où au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale ils avaient déjà modernisé le port qu'y avait créé la marine impériale) et qu'ils renforçaient les défenses du port de Korsakov à l'extrémité méridionale de Sakhaline.⁶⁵ Le 22 juin enfin, tandis que le Japon notifiait officiellement à la Chine sa proposition de reprendre le 3 juillet les négociations sur le traité de paix, les Soviétiques notifiaient à Tokyo leur refus d'engager les négociations sur les droits de pêche prévus depuis avril.⁶⁶

Ces pressions n'empêchaient cependant pas le Japon, après un peu plus d'un mois de négociations, de signer avec la Chine le 12 août 1978 un traité de paix et d'amitié comportant la clause anti-hégémonie.

Les pressions soviétiques ayant échoué, les relations entre Moscou et Tokyo se détendirent quelque peu au cours des mois suivants sans toutefois que les positions des deux capitales se rapprochent pour autant. Le 6 septembre M. Kossyguine, recevant une délégation de parlementaires japonais en visite officielle en URSS, déclarait que le développement de rapports d'amitié et de coopération avec les autres pays et notamment avec le Japon restait une des constantes de la politique étrangère soviétique, mais n'en critiquait pas moins le traité de paix sino-japonais qui selon lui « vise l'Union soviétique et les autres pays attachés à la paix qui s'opposent activement à la politique hégémoniste de Pékin ». ⁶⁷ À la fin du mois, à New York, Sonoda rencontrait son homologue soviétique Gromyko à l'occasion de la session générale de l'ONU pour lui exprimer dans un souci d'équilibre le désir des Japonais de développer l'amitié nippo-soviétique. Bien que Gromyko ait refusé de se rendre à Tokyo, Sonoda, à son retour au Japon, exprimait dans une interview au *Mainichi Shimbun* sa conviction « que des progrès sont possibles en ce qui concerne les territoires du nord ». Ces déclarations reflétaient surtout le désir du Premier ministre Fukuda de rester dans l'histoire comme l'homme qui aurait réussi à

64. « Russia Threatens Japan on Sino Ties », *Bangkok Post*, 20 juin 1978.

65. *Le Monde*, 20 juin 1978.

66. *Le Monde*, 24 juin 1978.

67. « Malgré le traité signé entre la Chine et le Japon, M. Kossyguine souhaite le développement de la coopération soviéto-nippone », *Le Monde*, 8 septembre 1978.

conclure un traité de paix à la fois avec la Chine et avec l'URSS.⁶⁸ Mais la réalité était tout autre.

Loin d'évoluer dans le sens de la conciliation des points de vue, la situation en Extrême-Orient allait bientôt connaître une tension accrue. Après avoir conclu le 3 novembre 1978 un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS pour une durée de vingt cinq ans, Hanoï, en effet, intervenait militairement au Cambodge à la Noël 1978 en dépit de l'assurance en sens contraire donnée aux Japonais dans le courant de décembre par le ministre vietnamien des Affaires étrangères lors de sa visite à Tokyo. Vu de Tokyo, l'événement allait impliquer avant tout pour Tokyo la possibilité pour la flotte soviétique d'utiliser les bases vietnamiennes, c'est-à-dire de couper les voies de communication reliant le Japon au Proche-Orient, fournisseur de 90% de son pétrole.⁶⁹

Le renforcement stratégique de l'URSS s'effectuait également à proximité immédiate du Japon, précisément dans les « territoires du nord » qu'il revendiquait. À la fin de janvier 1979 des renseignements concordants donnés par les satellites-espions américains et par l'écoute des messages radio soviétiques indiquaient que 5 000 à 6 000 soldats soviétiques étaient présents à Kunashiri et Etorofu et que deux bases équipées de radars y étaient en cours d'achèvement.⁷⁰

L'URSS ayant annoncé des exercices de tir de missiles mer-mer dans les eaux d'Etorofu, l'ambassade japonaise à Moscou adressait le 3 février au gouvernement soviétique une nouvelle protestation qui était aussitôt repoussée. Deux jours plus tard, le ministre japonais des Affaires étrangères convoquait l'ambassadeur Polyanski pour exprimer la préoccupation du Japon au sujet de la construction de nouvelles installations militaires à Kunashiri et demander à l'URSS de retirer tous ses équipements militaires de cette île que le Japon revendique comme lui appartenant. Polyanski ripostait en niant une fois de plus l'existence d'un différend territorial et en affirmant que c'était en fait le Japon qui, en protestant, interférait dans les affaires soviétiques.⁷¹

Le Japon n'en continuait pas moins à faire preuve d'une extrême prudence. Lorsque dans le courant de février le vice Premier ministre chinois Deng Xiaoping, revenant des États-Unis, laissa entendre lors de son passage à Tokyo que la Chine pourrait faire usage de la force contre le Vietnam à la suite de l'agression de celui-ci contre le Cambodge, M. Ohira, le nouveau Premier ministre japonais s'empresse de lui déclarer que le Japon espérait un règlement pacifique du problème indochinois.⁷² Lorsqu'au début de mai, c'est-à-dire après que l'intervention chinoise ait eu

68. Philippe PONS – « Avant la ratification du traité de paix avec la Chine, le Japon cherche à améliorer ses relations avec le Kremlin », *Le Monde*, 7 octobre 1978.

69. Philippe PONS – « Le Japon s'inquiète des développements de la lutte pour le Pacifique », *Le Monde*, 24 janvier 1979.

70. Philippe PONS – « Tokyo s'inquiète du renforcement du dispositif militaire soviétique dans les Kouriles », *Le Monde*, 31 janvier 1979.

71. « Russian Airbase in Kurile Alarms Japan », *Bangkok Post*, 6 février 1979 (UPI); James FOLEY – « Tokyo Fumes over Russian Build-Up », *Bangkok Post*, 16 février 1979.

72. Philippe PONS – « La visite de M. Deng Xiaoping à Tokyo. Le Japon s'inquiète du renforcement des troupes chinoises aux frontières du Vietnam », *Le Monde*, 9 février 1979.

lieu, M. Ohira se rendit à Washington pour y rencontrer le président Carter, le communiqué commun publié à l'issue de cette visite souligna que le développement des relations des deux gouvernements avec la Chine n'empêchait ni le Japon ni les États-Unis de continuer à développer de bonnes relations avec d'autres pays. Les termes très nuancés de ce communiqué semblaient dus avant tout à l'influence du Japon qui, inquiet des progrès de la puissance aéronavale soviétique en Extrême-Orient, mais conscient de sa propre faiblesse et incertain quant à l'efficacité du soutien américain, avait le sentiment qu'il ne devait pas donner à l'URSS l'impression de se ranger du côté de Pékin.⁷³

Il semble que l'Union soviétique ait cherché à mettre ces dispositions à profit pour empêcher que les liens au sein du « triangle Japon-Chine-États-Unis » ne se resserrent davantage et obtenir des investissements japonais supplémentaires pour contribuer à l'exploitation des ressources sibériennes. Le 14 mai s'ouvraient effectivement à Tokyo des conversations entre le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères Nikolai Firyubin et le directeur du bureau des affaires européennes et océaniques au ministère japonais des Affaires étrangères.⁷⁴ Mais ces pourparlers allaient buter une fois de plus sur le problème des Kouriles du Sud.

Quelques semaines plus tard, l'Agence de Défense révélait que les Soviétiques avaient utilisé un moyen sans ambiguïté pour confirmer leur intention de rester dans les îles revendiquées par le Japon. Quelques jours avant l'ouverture des conversations un cargo soviétique portant en évidence sur son pont du matériel militaire (des canons et des véhicules blindés de transport de troupe) traversait d'ouest en est le détroit de Tsugaru entre Honshu et Hokkaïdo pour repasser cinq jours plus tard (le 15 mai, c'est-à-dire le second jour des conversations nippon-soviétiques) par le détroit de Soya (entre Hokkaïdo et Sakhaline), cette fois dans le sens est-ouest et sans son chargement, ce qui impliquait que celui-ci avait été débarqué à Etorofu ou à Kunashiri.⁷⁵

Le 27 septembre on apprenait à Tokyo que la flotte soviétique du Pacifique avait dragué un renforcement de la côte de l'île de Shikotan pour lui permettre d'accueillir des bâtiments de 10 000 t. au lieu de 3 000 t. précédemment et le ministère japonais des Affaires étrangères révélait que l'URSS avait procédé à la remilitarisation de l'île où elle avait envoyé 2 000 hommes, l'ensemble des forces soviétiques stationnées dans les Kouriles du Sud correspondant maintenant à l'effectif d'une division de 10 à 12 000 hommes.⁷⁶ Le lendemain, la Pravda, sans démentir ces informations, soulignait qu'elles étaient d'origine américaine et qu'il s'agissait d'une campagne de provocation destinée à miner les relations de bon voisinage entre les deux pays au moment précis où de nouvelles conversations sur le développement en commun de la Sibérie avaient lieu à Moscou entre fonctionnaires soviétiques et hommes d'affaires japonais.⁷⁷ Cette prise de position n'empêchait pas

73. Philippe PONS – « La détente entre Moscou et Washington pourrait contribuer à l'amélioration des relations nippon-soviétiques », *Le Monde*, 12 mai 1979.

74. « Russia, Japan open Talks to Improve Ties », *Bangkok Post*, 15 mai 1979.

75. *Bangkok Post*, 7 juin 1979 (Reuter).

76. *Bangkok Post*, 28 septembre 1979 (Reuter).

77. *Bangkok Post*, 29 septembre 1979 (Reuter).

le 2 octobre le ministère japonais des Affaires étrangères de présenter une nouvelle protestation déplorant que les Russes aient installé des forces à Shikotan et réclamant que l'URSS prenne des mesures urgentes pour retirer ses troupes des trois îles « qui sont le territoire légitime du Japon ». L'ambassadeur Polyanski se borna à rejeter la note en la qualifiant « d'élément d'une campagne pour interférer dans les affaires domestiques de l'Union soviétique », ⁷⁸ ce qui était une manière de reconnaître la réalité de la présence militaire soviétique accrue dans les Kouriles du Sud.

VII – LE PROBLÈME DEPUIS « KABOUL »

Venant un an jour pour jour après l'intervention vietnamienne au Cambodge, l'intervention soviétique en Afghanistan à la fin de décembre 1979 n'était pas faite pour détendre les relations entre Tokyo et Moscou. L'URSS ne s'approchait-elle pas dangereusement de la région où le Japon s'approvisionne en pétrole? Dès le 29 décembre une protestation officielle fut adressée à l'ambassadeur soviétique à Tokyo et le représentant japonais à l'ONU reçut l'instruction de dénoncer « une ingérence intolérable dans les affaires intérieures d'un pays ». ⁷⁹ Conscient de sa propre faiblesse, le gouvernement japonais hésitera cependant quelque temps à appliquer des mesures de rétorsion et cela en dépit des objurgations de M. Habib, conseiller du Secrétaire d'État américain, venu à Tokyo vers le milieu de janvier 1980 pour amener le Japon à faire preuve de solidarité avec les pays occidentaux aussi bien dans l'affaire afghane que dans l'affaire iranienne. ⁸⁰ Le gouvernement de M. Ohira annoncera, le 1^{er} février 1980, le boycott des Jeux Olympiques de Moscou ⁸¹ et se décidera finalement à suspendre l'octroi des crédits prévus pour le financement les projets sibériens. À la fin de mars, la société japonaise Nippon Steel renoncera en même temps que son associée la firme américaine Armco à un contrat de 400 millions de dollars portant sur les constructions d'une aciérie électrique près de Moscou. ⁸² L'état des relations entre le Japon et l'URSS apparut clairement en juillet lors des funérailles de M. Ohira où les États-Unis et la Chine étaient représentés par leurs chefs d'État respectifs tandis que l'URSS ne l'était que par son ambassadeur à Tokyo. ⁸³

L'arrivée au pouvoir de M. Suzuki, qui en tant que ministre de l'agriculture avait négocié avec succès en 1977 des accords de pêche, allait-il être le point de départ d'une amélioration des relations entre les deux pays? Au cours de l'été 1980 deux incidents survinrent, impliquant les forces aériennes et navales soviétiques, et qui n'étaient pas de nature à faire revivre la « détente ». Le premier, en juin, fut l'accident survenu à un Tupolev 16 tombé en mer du Japon à proximité des côtes

78. *Bangkok Post*, 3 octobre 1979.

79. *Le Monde*, 9 janvier 1980.

80. Philippe PONS – « Tokyo souhaite soutenir les États-Unis sans compromettre ses intérêts économiques », *Le Monde*, 20-21 janvier 1980.

81. *Bangkok Post*, 2 février 1980.

82. *Le Monde*, 27 mars, 24 septembre 1980 (AFP).

83. *Bangkok Post*, 16 juillet 1980.

nippones rappelant ainsi à l'opinion l'existence permanente de ces vols de reconnaissance que les Soviétiques effectuent à la cadence d'environ dix missions par mois le long des côtes de l'archipel et que l'état major nippon a baptisé Tokyo Express.⁸⁴ Le second incident, deux mois plus tard, fut l'avarie survenue à un sous-marin nucléaire d'attaque du type Echo I à 60 milles à l'est d'Okinawa, contraignant les Soviétiques à le prendre en remorque à travers les eaux territoriales nippones de la chaîne des Riou Kiou. Le gouvernement japonais, craignant des fuites radioactives, avait interdit cette traversée des eaux japonaises par une notification à l'ambassade soviétique puis, les Russes ayant ignoré cette interdiction, avait adressé le 23 août une protestation à l'URSS. L'opération une fois effectuée, l'ambassade soviétique démentit l'existence de tout risque de fuite radioactive et le ministère japonais des Affaires étrangères reconnut qu'il s'agissait d'un « passage innocent » admis par le droit international. Deux jours plus tard, le gouvernement nippon déclarait toutefois officiellement qu'il s'agissait d'un « acte très inamical ».⁸⁵

Le 29 août, M. Brejnev, dans un discours prononcé à Alma Ata, n'en tentait pas moins de renouer avec Tokyo. Constatant que les rapports économiques et autres avec le Japon restaient malgré tout considérables, il déclarait que l'URSS était disposée à poursuivre ses efforts pour les développer, manifestant par là son désir de voir le gouvernement nippon remettre en question la politique d'embargo adoptée à la demande des États-Unis. Précisément, les hommes d'affaires japonais constataient avec amertume que cette politique n'était pratiquée ni par la France, ni par l'Allemagne fédérale, ni par la Grande-Bretagne, tous pays dont les échanges avec l'URSS avaient progressé sensiblement au cours du 1^{er} semestre 1980. Ils constataient aussi que les échanges avec la Chine ne se développaient pas comme ils l'avaient espéré. Soucieux de voir s'accroître leurs débouchés, ils avaient donc tendance à faire pression sur le gouvernement pour qu'il assouplisse sa politique à l'égard de Moscou.⁸⁶

Il semble que M. Suzuki n'ait pas été insensible à ces considérations car le 8 septembre une délégation soviétique conduite par le vice-ministre du commerce extérieur arrivait à Tokyo pour un séjour d'une semaine, au cours duquel elle eut notamment des entretiens avec M. Hiroki Imazato, président de la compagnie pour le développement des hydrocarbures de Sakhaline. Il fut décidé que l'exploitation de ces ressources commencerait en 1984, mais à la suite de ce voyage il fut néanmoins annoncé par le ministre japonais des Affaires étrangères, M. Masayoshi Ito, qu'il était impossible de séparer la politique et l'économie dans les relations nipposoviétiques et que l'attitude du gouvernement nippon à l'égard de l'URSS ne serait pas modifiée aussi longtemps que la situation en Afghanistan n'aurait pas évolué.⁸⁷

Le gouvernement de M. Suzuki, en tout cas, était disposé moins encore que ses prédécesseurs à faire la moindre concession sur le problème des Kouriles du Sud.

84. *Bangkok Post*, 28 juin 1980 (AP).

85. *Bangkok Post*, 22, 23, 24, 25, et 27 août 1980.

86. Philippe PONS – « En dépit de la persistance des tensions politiques, Tokyo s'apprête à assouplir l'embargo économique à l'égard de l'URSS », *Le Monde*, 12 septembre 1980.

87. Patrice JORLAND – « Tokyo attend les élections présidentielles des États-Unis », *L'Humanité*, 24 septembre 1980.

Bien au contraire, il décidait dans le courant de janvier 1981, afin de créer un « courant populaire » de nature à accélérer la restitution des « quatre îles », d'instaurer une « Journée des territoires du nord » devant être célébrée chaque année le 7 février, anniversaire du traité de 1855 qui reconnaissait explicitement la souveraineté japonaise sur les Kouriles du Sud.

La protestation soviétique adressée dès le 20 janvier⁸⁸ n'empêcha pas le 7 février suivant M. Suzuki, dans l'allocution qu'il prononça à cette occasion de « regretter profondément, pour la promotion des relations pacifiques et amicales » entre les deux pays, que trente cinq ans après la guerre les Kouriles du Sud n'aient pas été restituées par l'URSS. Si les termes utilisés restaient très modérés, la manifestation qui se déroulait simultanément à Tokyo et dans le nord du pays n'en avait pas moins le soutien de la totalité des partis représentés au Parlement et était largement « couverte » par la presse.⁸⁹

Le mois suivant, dans le cadre de « l'offensive de paix » lancée par M. Brejnev à l'occasion du Congrès du P.C.U.S., l'ambassadeur soviétique à Tokyo, après avoir vainement tenté de rencontrer M. Suzuki, esquissait le 11 mars une tentative de rapprochement « officieuse » au cours d'une rencontre avec un groupe de dirigeants du parti libéral-démocrate au pouvoir. Mais il se heurtait une fois de plus à la question territoriale qui, lui disaient ses interlocuteurs, est « une épine dans la gorge » dans les relations entre les deux pays et doit être réglée par priorité. M. Polyanski refusa aussitôt de discuter de la question et suggéra que Tokyo et Moscou parlent plutôt affaires, c'est-à-dire commerce, pêcheries et développement de la Sibérie. Sur la question des Kouriles les deux parties restaient donc fermement sur leurs positions et la normalisation complète des relations entre le Japon et l'URSS apparaissait donc toujours aussi éloignée.⁹⁰

Le gouvernement nippon ayant annoncé qu'il ferait demander par ses ambassades aux fabricants de cartes étrangers qu'ils indiquent désormais les quatre îles comme appartenant au Japon, M. Polyanski protestait le 6 août auprès du ministère japonais des Affaires étrangères contre cette « campagne » qu'il qualifiait « d'inamicale et dépourvue de fondement »⁹¹. Mais dès le 31 août il était convoqué par le vice-ministre nippon des Affaires étrangères, Yasue Katori, pour s'entendre réclamer le retrait par Moscou de ses troupes et de ses installations dont la présence dans les quatre îles était, déclarait son interlocuteur, « contraire à l'esprit de confiance et de bon voisinage », le Japon, par la même occasion, rejetant la protestation soviétique du 6 août.⁹² Le 10 septembre, M. Suzuki confirmait la position de son gouvernement en venant observer en personne les territoires en litige du haut d'un hélicoptère militaire, après quoi, au cours d'une conférence de presse tenue à Nemuro, il se déclarait prêt au dialogue avec l'URSS à condition que celui-ci ait pour but de « régler les problèmes laissés sans solution depuis la fin de la Deuxième

88. *Bangkok Post*, 21 janvier 1981.

89. *Bangkok Post*, 7 février 1981; *Le Monde*, 10 février 1981.

90. *Bangkok Post*, 2, 12 mars 1981 (UPI, AP).

91. *Bangkok Post*, 8 août 1981 (UPI).

92. *Bangkok Post*, 1^{er} septembre 1981.

Guerre mondiale ». À ces déclarations, l'URSS avait répondu par avance, l'agence Tass dès la veille ayant qualifié de « provocation » le projet que le Premier ministre japonais avait formé de venir « inspecter » les « territoires du Nord »⁹³. Sur la question des Kouriles, les deux parties restaient donc sur leurs positions et, loin de se normaliser, les relations entre le Japon et l'URSS paraissaient plus mauvaises que jamais.

CONCLUSION.

Depuis plus de trente ans on retrouve le problème des Kouriles du Sud à tous les tournants des relations nippono-soviétiques mais il n'est pas douteux que le gouvernement de Moscou a, moins que jamais, l'intention de renoncer à la souveraineté qu'il affirme posséder sur les quatre îles, et cela pour des raisons à la fois politiques et stratégiques.

La première est qu'il peut être question pour l'URSS de laisser porter atteinte au principe de l'intangibilité des frontières issues de la Deuxième Guerre mondiale et cela bien que les accords d'Helsinki aient en principe fermé la porte à toute remise en cause des frontières européennes de l'URSS. La seconde est que les Soviétiques ont le sentiment qu'une révision du statut territorial des Kouriles du Sud pourrait encourager des revendications chinoises à leur encontre.

Mais ce sont les raisons stratégiques qui paraissent aujourd'hui les plus déterminantes. La mer du Japon sur laquelle se trouve la principale base navale soviétique d'Extrême-Orient, Vladivostok, est une mer semi-fermée dont le Japon et par conséquent son « protecteur » américain pourrait contrôler dans une certaine mesure les issues. D'où la décision de l'État-major soviétique de baser les sous-marins nucléaires stratégiques de sa flotte d'Extrême-Orient non pas à Vladivostok mais à Petropavlovsk au Kamchatka. D'où également l'intérêt pour l'URSS de disposer de la façade directe sur le Pacifique que constitue la chaîne des Kouriles qui, entre les mains des Russes, fait pratiquement de la mer d'Okhotsk (la côte nord-est d'Hokkaido mise à part) un lac soviétique dont l'URSS peut contrôler toute les issues. L'avantage de cette situation devient évident avec la mise en service à partir de 1975 à raison de 2 ou 4 par an de sous-marins de 13 250 tonnes de la classe Delta III porteurs de 16 fusées stratégiques SS N-18. L'intérêt de ces fusées est que leur portée est telle qu'elles peuvent atteindre le territoire américain en étant lancées depuis des eaux proches du territoire soviétique c'est-à-dire à partir d'une zone plus facile à protéger. Encore faut-il pour que cet avantage joue à plein que la zone en question soit la plus sûre possible – ce qui est précisément le cas de la mer d'Okhotsk d'où les Delta III pourraient lancer des SS N-18 sur des centres de la côte ouest des États-Unis tels que Seattle ou San Francisco. L'abandon des Kouriles du Sud par les Soviétiques qui a toujours été peu vraisemblable devient donc si possible encore plus improbable.

93. *Bangkok Post*, 11 septembre 1981.

Quelles sont alors les raisons qui ont poussé les gouvernements japonais successifs à maintenir leur revendication? Bien que la division mécanisée maintenant stationnée dans les Kouriles du Sud (s'ajoutant aux trois divisions soviétiques stationnées à Sakhaline) ne soit pas de nature à rassurer l'État-major nippon qui concentre le tiers de ses forces à Hokkaïdo, les raisons stratégiques ne paraissent pas déterminantes.

Il s'agit d'abord d'un problème local, celui de pêcheurs du port de Nemuro au nord-est de Hokkaïdo, qui ne se sont jamais résignés à ne plus pêcher dans les eaux territoriales des Kouriles, particulièrement poissonneuses et cela au risque de se faire arrêter et de voir non seulement leurs prises, mais leurs bateaux confisqués par les garde-côtes soviétiques. Ce problème s'est encore aggravé avec l'instauration de la zone des 200 milles.

L'intérêt des pêcheurs locaux et, au-delà, l'approvisionnement de la population japonaise en protéines ne constituent cependant pas les seules considérations qui expliquent l'attitude des gouvernements japonais. On a vu comment en 1955 la question de l'attitude à adopter sur le problème des territoires du nord avait été la principale difficulté à résoudre pour aboutir à la formation du parti libéral-démocrate qui n'a pas cessé depuis d'exercer le pouvoir. La tendance à la lutte de « clans » à l'intérieur de ce parti constitue cependant, plus que la lutte entre la majorité et une opposition trop divisée, le ressort et la difficulté essentielle de la vie politique japonaise. De ce point de vue, le maintien du choix effectué en 1955 sur le problème des Kouriles du Sud, constitue l'un des moyens d'assumer la cohésion du parti gouvernemental.

La revendication sur les Kouriles du Sud, même si elle ne semble pas passionner les foules nippones, répond cependant à une préoccupation beaucoup plus profonde, présente en tout cas dans l'ensemble de la classe politique. Si elle fait l'unanimité de tous les partis c'est qu'elle constitue en quelque sorte le critère de la bonne conscience retrouvée des Japonais d'après la Deuxième Guerre mondiale. Ces derniers, à cet égard, ne se réfèrent pas aux décisions de Yalta sur lesquelles s'appuyent les Soviétiques mais aux décisions de la Conférence du Caire d'après lesquelles le Japon devait être dépouillé de tous les territoires conquis par la force. Les Kouriles du Sud n'ayant pas été incorporées à l'empire nippon par la force des armes ainsi que l'atteste le traité russo-japonais de 1855 qui faisait passer la frontière entre Etorofu et Uruppu, ce qu'on appelle les « quatre îles » aurait donc dû sur cette base rester au Japon. Le choix de la date du 7 février, anniversaire du traité de 1855, comme « journée des territoires du Nord » est en tout cas significatif de la motivation psychologique de la revendication japonaise. Mais les Soviétiques qui s'appuyent sur les décisions de Yalta (lesquelles faisaient référence aux Kouriles sans distinguer entre elles) ne sont pas disposés à partager le point de vue nippon.

Il n'en est pas moins remarquable de constater que même en 1955 l'URSS ne semble jamais avoir tenté de détacher le Japon des États-Unis au prix d'une concession majeure sur le problème territorial des Kouriles du Sud. Deux explications possibles peuvent être données à ce fait, qui ne sont d'ailleurs pas totalement exclusives l'une de l'autre. La première est que Moscou estimait que le Japon ne pouvait être détaché de l'orbite américaine et que c'eût été un marché de dupe que

de lui abandonner les îles qu'il revendiquait. La seconde est qu'en admettant même que le Japon aurait pu être amené au neutralisme (dont il n'était d'ailleurs pas très éloigné) et au désarmement (qu'il venait tout juste de quitter), c'eût été du point de vue soviétique payer un prix trop lourd que d'acheter cet avantage problématique par une concession territoriale. Autrement dit, même à une époque où s'amorçait ce qu'on allait appeler la « détente », les considérations stratégiques dans le cadre des rapports Est-Ouest n'ont pas cessé de jouer un rôle déterminant dans la politique de l'URSS.

Symétriquement, l'attitude japonaise est également révélatrice à sa manière. Quelles que fussent les raisons économiques, de politique intérieure ou de principe qui la sous-tendent, la revendication nipponne n'avait de sens que dans la mesure où elle était fondée malgré tout sur l'espoir d'être satisfaite. Il est clair à cet égard que les gouvernements japonais successifs ont fait le calcul qu'il était possible d'amener les dirigeants soviétiques à céder sur les Kouriles en achetant cette concession par une participation massive au développement de la Sibérie. Autrement dit, les Japonais prêtaient à l'URSS la *Weltanschauung* qui était devenue la leur depuis 1945 : celle de la primauté de l'économique sur le stratégique. Cette incapacité à considérer la réalité soviétique en face explique sans doute aussi pour une bonne part pour quelle raison le Japon en dépit du développement constant du potentiel militaire de l'URSS ait persisté dans les années 1970 et jusqu'à présent à consacrer moins de 1% de son P.N.B. à sa défense. Paradoxalement, la revendication nipponne sur les Kouriles du Sud, loin d'être un signe d'agressivité, traduit plutôt le refus du Japon d'analyser les relations internationales en termes de rapports de force militaire. Le maintien obstiné de cette revendication n'en contribue pas moins à entretenir une certaine tension entre les deux États intéressés.

Tout en créant une situation d'impasse, le problème des « territoires du nord » n'est cependant entre le Japon et l'URSS qu'une cause de discorde parmi d'autres.

Le fait que le Japon ait, depuis 1951, fait reposer sa sécurité avant tout sur le soutien militaire des États-Unis et le fait plus récent qu'il ait renoué des liens diplomatiques avec la Chine et surtout signé avec elle un traité de paix et d'amitié comportant la clause anti-hégémonie, constituent pour l'URSS des causes de friction autrement plus graves que le problème des Kouriles.

Du côté nippon, il y a désormais également d'autres facteurs de méfiance qui à l'avenir finiront peut-être par modifier la vision que les Japonais ont de la réalité internationale. Il s'agit d'abord du renforcement continu de la puissance navale soviétique qui atteint en navires de combats un tonnage équivalent à celui de la flotte américaine (soit environ 2 000 000 tonnes)⁹⁴. Or le tiers de cette flotte soviétique est basé en Extrême-Orient, y compris le porte-avions Minsk dont la présence à Vladivostok n'est d'ailleurs possible que grâce à la livraison en 1978 par les chantiers navals japonais d'un dock flottant permettant de le réparer⁹⁵... Mais

94. Jean LABAYLE-COUHAT – *Flottes de combat 1980*. Paris, Éditions maritimes et d'Outre-mer, 1979, pp. 201 et 568.

95. Philippe PONS – « Le Japon cherche à améliorer ses relations avec le Kremlin », *Le Monde*, 7 octobre 1978.

depuis cette époque, l'inquiétude japonaise a sensiblement augmenté, sinon dans l'opinion, du moins chez les responsables, avec le soutien accordé par l'URSS au Vietnam. Ce soutien, en effet, a permis à celui-ci d'imposer son hégémonie sur l'ensemble de l'ancienne Indochine, en échange de quoi l'URSS peut utiliser les bases vietnamiennes c'est à dire disposer de points d'appui en mer de Chine méridionale, menaçant ainsi le cordon ombilical qui réunit le Japon au pétrole du Moyen-Orient.

Face à l'Union soviétique, le Japon observait cependant à la fin de 1981 une prudence croissante que lui imposait sans doute la faiblesse volontaire de ses moyens militaires, mais qui ne laissait pas de conférer à sa revendication sur les Kouriles du sud un caractère paradoxal. Le problème, en tout cas, constitue un facteur permanent de mésentente entre les deux pays. De ce fait, les relations nippon-soviétiques sont toujours susceptibles de se détériorer, mais ne peuvent jamais s'améliorer au-delà d'un certain point dont la rencontre provoque inévitablement un retour du balancier.